

SOMMAIRE

1998 - 386

INTRODUCTION

p 2

I- L'OBJECTIF ET LA STRATEGIE DE L'ISLAM

p 3

a-L'islam

p 3

b-L'islam stratégique

p 4

II- LA STRATEGIE DE LA REVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN

p 6

III- LA POLITIQUE EXTERIEURE DE L'IRAN DURANT LE ANNEES 1990

p.8

CONCLUSION

p 10

Introduction

Dix neuf ans après son instauration, la théocratie issue de la révolution iranienne de 1979 semble tenir fermement toutes les rênes du pouvoir.

Les institutions de la République ont survécu à l'anarchie révolutionnaire, à la guerre contre l'Irak et surtout, au chef charismatique qui les avait mises en place. Les dogmes fondateurs du régime continuent à façonner la vie de l'Iran, et ce pays persiste à mener, sur la scène internationale, une politique que ses divers ennemis qualifient d'anachronique. La République islamique prépare fébrilement sa cinquième législature et ses opposants, nombreux mais divisés, paraissent incapables d'exercer la moindre influence sur l'évolution de la situation.

La République islamique n'est plus ce qu'elle était. L'immense élan d'une révolution qui se voulait « divine » s'est déjà brisée sur l'écueil des réalités quotidiennes. Ce qui frappe le scrutateur de la vie iranienne, c'est l'écart grandissant entre le « sérail islamique » et la société civile. Les certitudes s'effondrent face à l'ampleur de la crise économique, la généralisation de la corruption, la montée des inégalités, l'immense désespoir de la jeunesse et l'effritement des valeurs morales. A l'intérieur même de la hiérarchie religieuse, des signes de l'ébranlement de la confiance se multiplient. Paradoxalement, le pays connaît un vaste mouvement intellectuel qui, sans heurter de front certains dogmes, mène un combat de harcèlement contre les fondements de la théocratie.

En réussissant d'un part à faire venir sur son sol les représentants de 55 Etats musulmans pour le huitième sommet de la conférence islamique, l'Iran est parvenu, au moins au sein de la famille des pays musulmans, à sortir du terrible isolement où l'avaient plongé deux décennies de révolution. D'autre part, le président Mohammad Khatami n'a pas hésité sur CNN à entrouvrir la porte d'un dialogue avec Washington.

Quels sont les impacts de cette demande sur l'avenir de la République islamique d'Iran?

Dans les lignes qui suivent nous allons essayer de montrer combien, pour une politique étrangère telle que celle pratiquée par la République islamique, il est aussi difficile d'exploiter au mieux les perspectives prometteuses d'une conjoncture favorable au niveau international, que d'utiliser la diplomatie afin de contribuer à améliorer la situation socio-économique interne qui se dégrade ou même, à la limite, de rentabiliser les potentialités objectives d'un pays comm Iran

1 -L'objectif et la stratégie de L'islam

1-1 L'islam.

C'est à partir de 610 après J.-C. que furent jetées les bases de la troisième religion abrahamique, lorsque le prophète (sallallâho alaihi uassallam) Muhammad , issu d'une tribu bédouine arabe, les Kuraïch , installée dans le Hijaz (actuelle Arabie Séoudite) déclara avoir reçu par le truchement de l'ange Gabriel , la révélation de la parole de Dieu sous forme de versets réunis en chapitres ou « sourates ». Illettré, Muhammad aurait transmis oralement les sourates à ses disciples et c'est bien plus tard qu'elles allaient être définitivement rassemblées , après maintes polémiques, dans un livre unique : l'actuel CORAN.

L'étude du Coran est fondamentale pour qui veut comprendre l'Islam , car le texte sacré des Musulmans a encore plus de valeur pour ces derniers que n'en a l'Evangile pour les Chrétiens non protestants. Le culte musulman repose sur cinq obligations majeures dénommées « piliers » de l'islam.. La confession de la foi (shahâda), la prière rituelle (çalât), le jeûne du Ramadan (çawm), l'aumône légale (zakât) et le pèlerinage (hajj).

L'islam commande ensuite de croire aux anges, aux livres révélés et aux prophètes porteurs du message divin. Ces éléments de la foi musulmane se trouvent résumés dans le Coran . Les musulmans croient donc à la mission divine du « fils de Marie » né sans intervention d'homme, mais rejetant l'idée de l'Incarnation, ils estiment que c'est un péché d'association que de l'adorer comme un être divin ou de l'appeler « fils de Dieu », car il fut en réalité serviteur et messenger, comme les autres prophètes.

Croire au jour du jugement dernier et à la juste rétribution de nos actions pendant la vie terrestre est l'un des articles de foi sur lesquels l'islam met la plus grande insistance. Selon l'eschatologie musulmane, cet ultime dénouement sera précédé d'une série d'événements funestes et effrayants. Alors Dieu se manifestera comme « Roi du jour du jugement ».

L'Ouverture du Coran prononcée par les croyants au cours de toutes leurs prières quotidiennes, et tous les hommes ressusciteront pour paraître devant lui. ce jour là rangés derrière leur Prophète, les musulmans trouveront en lui un intercesseur particulièrement efficace.

Les justes iront au Paradis où toutes joies leur seront accordées pour toujours, cependant que la proximité de Dieu constituera le degré suprême et la plus exaltante récompense, dépassant toutes les félicités qu'il soit possible de concevoir. L'Enfer sera la rétribution des injustes qui devront en subir le feu jusqu'à ce que Dieu leur accorde sa grâce, car, selon l'opinion la plus répandue en théologie musulmane, tous les péchés finiront par être pardonnés à l'exception de la mécréance de ceux qui se seront obstinés à ne pas reconnaître l'Unité divine.

Le jeûne du mois de Ramadan, troisième « pilier », est un devoir particulièrement astreignant qui impose aux membres de la communauté une discipline et une maîtrise de soi réellement pénibles et parfaitement contraires aux tendances « laxistes » de la mentalité moderne.

Il consiste à s'abstenir totalement, dès avant l'aube et pendant toute la journée jusqu'au coucher du soleil, de manger, de boire, de fumer, de respirer des parfums et de se livrer à des plaisirs charnels. Si, en règle générale, la pratique du jeûne est bénéfique pour la santé, des dispenses canoniques existent en faveur des malades, des femmes enceintes ou en couches, des voyageurs et des personnes obligées d'accomplir un effort assimilable au « jihâd ».

Bien qu'il ne soit pas un « pilier » au même titre que les autres, « le jihâd », ou « guerre sainte », on peut rappeler à ce sujet un « hadîth » selon lequel le prophète, au retour d'une bataille, avait qualifié de « plus petit jihâd » la guerre menée contre les ennemis de l'extérieur, et de « plus grand jihâd » celle que le croyant livre en lui-même, à sa propre âme.

L'islam a considérablement amélioré la condition de la femme par rapport aux sociétés antiques ou même aux règles en vigueur dans les communautés juives et chrétiennes, lui reconnaissant des droits nouveaux comme celui d'hériter, ainsi que des garanties juridiques dans son rôle d'épouse et de mère. On a même remarqué qu'il avait fallu attendre le code Napoléon pour que des droits équivalents lui soient accordés en Occident, c'est ce qui résume sans doute le mieux la situation que l'islam réserve à la femme.

Notons en conclusion que l'islam est aussi une culture et une civilisation. Il a contribué à des avancées décisives dans les domaines des sciences, de l'astronomie des mathématiques, de la médecine et de la chimie. Il a produit des penseurs aussi importants que Ibn Khaldoun, Avicenne ou Averroés. Il a, en un mot, participé à l'émergence du monde que nous connaissons.

L'islam englobe chaque aspect de l'âme humaine parce qu'il est révélé pour chaque personne individuelle vivant sur cette terre, sans considération pour sa race, sa couleur, sa langue, son lieu, son environnement, les circonstances géographiques ou historiques, l'héritage culturel ou intellectuel. L'islam englobe et réalise tous les besoins de la vie, passée et future que ces besoins soient spirituels, matériels, politiques, économiques, sociaux, moraux, intellectuels, ou esthétiques.

1-2 L'Islam stratégique.

1-2-1 pourquoi le stratégie de l'islam ?

L'islam n'admet pas la distinction entre le sacré et le profane. Le Coran contient non seulement un message religieux mais aussi des préceptes politiques et juridiques. C'est sur cette base que le prophète a créé à Yathrib (Médine) le premier Etat musulman qui reposait sur des valeurs inconnues auparavant dans la région. Cet Etat édifié par les Arabes de la péninsule arabique s'est par la suite étendu de l'Atlantique aux confins de la Chine, créant ainsi un nouveau modèle de société dont les principes dérivent des valeurs islamiques.

L'état islamique transcende les particularismes ethniques. La notion de communauté « Umma » qui dépasse les groupements tribaux et les ensembles nationaux ou raciaux fait son apparition. La fraternité et l'égalité entre adeptes d'une même foi l'emportent. Les nombreuses crises ou tensions, comme les dominations étrangères ou la colonisation, n'ont pu briser ces liens. L'Umma s'est révélée être, à travers cette histoire mouvementée, un élément unificateur de la nation arabe.

L'Islam fait également apparaître dans ces régions une nouvelle conception de l'autorité qui, émanant de Dieu, est conférée à son prophète et à ses descendants. Par la suite le Calife s'est vu attribuer la charge de diriger l'état islamique. Cependant il n'existe pas, à la différence des monarchies européennes, un pouvoir d'essence divine. C'est la nation, l'Umma, qui détient le pouvoir et le délègue au Calife.

L'Islam impose enfin une organisation sociale et des principes juridiques précis tels que le statut des personnes, le système fiscal, le régime de propriété et l'éthique commerciale. La société s'organise autour de l'Islam et les non-musulmans se voient tolérés dans des conditions inférieures. Mais les nombreuses crises et tensions de l'histoire arabe nous révèlent aussi l'ambiguïté de cette fonction unificatrice.

L'Islam permet donc aux arabes de dépasser le stade tribal pour s'inscrire dans un ensemble beaucoup plus vaste représenté par l'Umma. L'Islam a cimenté cette communauté où la religion a précédé la nation en regroupant l'ensemble des terres où « flotte l'emblème de la foi du prophète ». Le prophète ayant à la fois révélé une religion et fondé un état, ses successeurs ne peuvent que difficilement, sans trahir son message, isoler ces deux éléments.

1-2-2 L'islamisme.

La mouvance islamiste recouvre l'ensemble des groupes activistes contemporains, aussi disparates soient-ils, qui dans la seconde moitié de notre xx siècle, inscrivent leur action dans le cadre des concepts élaborés par le fondateur des frères musulmans égyptiens, Hassan al Banna (1906-1949), et par Abul Ala Maududi (1903-1978), créateur, dans le sous-continent indien, du parti Jama'at-Islami. La pensée politique chiite révolutionnaire partage bien des points communs avec les Frères musulmans, mais reste spécifique (à la fois plus gauchiste et plus cléricale). Ses inspirateurs ont été les ayatollahs Khomeyni, Baqer al Sadr et Taleghani, ainsi que le laïc Ali Chariati.

L'islamisme s'est fait en continuité mais aussi en rupture par rapport à la salafiyya. Les islamistes adoptent en général la théologie salafiste, ils prônent le retour au Coran, à la Sunna et à la chariat et refusent de la tradition (la glose, la philosophie, mais aussi les quatre grandes écoles juridiques, les mazhab). Ils revendiquent donc le droit à l'ijtihad, l'interprétation. Mais ils ne s'en tiennent pas là.

Trois points séparent clairement les islamistes du fondamentalisme des oulémas: la révolution politique, la chariat et la question de la femme. Pour tous les islamistes, l'islamisation de la société serait le résultat d'une action sociale et politique, il faut sortir de la mosquée.

La percée islamiste dans les milieux intellectuels s'explique aussi par une crise des idéologies. La perte de prestige général des idéologies progressistes et l'échec du modèle du « socialisme arabe » ont laissé un espace libre pour de nouvelles idéologies contestataires, dans des sociétés déstructurées où soudainement les notions de racines et d'identité resurgissent, dans une quête non pas du retour au passé, mais de la réappropriation de la modernité dans une identité retrouvée. C'est pourquoi les islamistes prônent partout le développement industriel, l'urbanisation, la scolarisation de masse et l'apprentissage des sciences. Ce qu'ils offrent aux opprimés (mostazafin) de tous les pays, c'est le rêve d'accéder à ce monde du développement et de la consommation dont ils se sentent exclus. L'islamisme, c'est (la chariat plus l'électricité).

Le Coran n'est pas uniquement un texte religieux car les versets traitant des problèmes de société sont plus nombreux que ceux tournés vers la spiritualité. C'est pourquoi le saint livre a toujours été considéré, par les juristes musulmans, comme le fondement de la législation islamique.

2- La stratégie de la révolution Islamique en Iran.

En Iran, les traditions liées à la direction, qu'il s'agisse de celle du gouvernement ou de celle du clergé, ont récemment subi des pressions et des changements dus aux exigences du pouvoir pragmatique et au décès de plusieurs religieux de haut rang.

Dans le secteur religieux, la direction idéale, telle qu'elle a évolué chez les savants (uléma) de l'Islam chiite en Iran et en Irak depuis le milieu du dix-huitième siècle, était incarnée par les plus érudits des praticiens de la loi sacrée (shari'a) et des sciences auxiliaires. La reconnaissance ne venait qu'après de longues années d'étude, d'enseignement et d'écriture dans l'un ou l'autre des séminaires des principaux lieux saints chiites.

Le chiisme est historiquement un phénomène arabe . Il se réclame de la légitimité de la famille du prophète arabe par excellence . La langue des imams, descendants directs d'Ali, est l'arabe, comme celle de la littérature théologique. La plupart des hauts lieux du chi'isme sont en terre arabe. Les grands ayatollahs sont le plus souvent des Sayyad, titre que l'on donne à celui qui descend du prophète, arabe par excellence.

Au cours des dix-neuvième et vingtième siècle, il est arrivé de temps à autre qu'au sein de la communauté islamique chiite d'Iran et d'Irak, l'un ou l'autre des grands savants et juristes qui faisaient partie de ces « sources » soit reconnu et devienne peu à peu prééminent, au point d'être comme un « primus inter pares » de la hiérarchie religieuse chiite. Cependant, son autorité ne pouvait pas être tenue pour exclusive ou monopoliste, comme celle de son homologue dans le secteur laïque ou comme celle d'un pape. L'élément vital de ce système est la liberté qu'a le musulman chiite pratiquant de choisir parmi les « sources » accessibles, celle qu'il préfère comme guide de son comportement religieux correct.

Toute l'année 1978 a été marquée par des manifestations populaires et par une terrible répression. Le 16 janvier 1979, le chah doit quitter le pays et le 1er février, Khomeyni rentre triomphalement dans la capitale. Le grand ayatollah Khomeini, personnage éminent de la hiérarchie du clergé musulman chiite (rowhaniyyat) a été mis en place dans la République islamique d'Iran. Dans ce pays, le clergé chiite avait été jusque là une institution sociale distincte et indépendante, qui avait sa propre structure d'autorité, disposait de ses propres ressources et revenus, et exerçait sa propre influence sur le public. Soudain, l'autorité normalement associée au système politique de gouvernement royal exercé par le chah a été ajoutée à la position de l'ayatollah comme membre important de l'institution religieuse.

Avant la révolution islamique, les religieux avaient trois genres d'attitude face à l'état :

1. La participation totale à l'appareil étatique et la dépendance vis à vis de celui-ci pour gagner leur vie. Habituellement considérés avec méfiance par leurs pairs, ces religieux étaient souvent désignés par des termes peu flatteurs, par exemple « clergé de la cour », « prêcheurs du sultan ».

- 2 . L'indifférence et la réserve. C'était la position adoptée par l'immense majorité du clergé chiite, surtout les grands ayatollahs.
- 3 . L'opposition ouverte, qui était le fait de ceux qui luttèrent contre l'état considéré comme une source de corruption et d'oppression. Ce sont eux qui entouraient l'ayatollah Khomeini et qui sont maintenant au pouvoir.

Les relations difficiles et quelque peu ambivalentes qui ont existé entre les institutions religieuses et gouvernementales pendant les premières années de la République islamique sont dues, en partie du moins, à l'attitude du grand ayatollah Khomeini. En effet, celui-ci a au mieux traité avec défiance et mépris ses pairs parmi les grands ayatollahs, il les a, au pire, intimidés ou assignés à résidence .

Le grand ayatollah Kazem Shariatmadari, chef spirituel reconnu des musulmans chiites azéris d'Iran, a été assigné à résidence à Qom en 1979, par crainte qu'il devienne un autre pôle du pouvoir politique grâce à son Parti républicain populaire islamique. Ce parti a été dissout, et douze de ses disciples ont été exécutés à Tabriz. Deux ans plus tard, dans ce qui fut appelé un « geste sans précédent », Shariatmadari a été dépouillé de son titre de « marja-e taqlid » à la suite d'accusations selon lesquelles il avait comploté pour renverser le gouvernement. « Les populistes religieux qui entouraient Khomeini ont fait ce qu'aucun shah n'avait jamais osé faire ».

En juin 1989, à la mort du fondateur de la république islamique et de son régime politique, il a fallu procéder à des changements pour adapter les rouages du système à de nouvelles réalités. Le successeur de l'ayatollah, à la tête de la structure islamique du pouvoir a été Ali Khamenei, un religieux d'un rang relativement peu élevé qui avait toutefois été l'un des lieutenants de confiance de l'ayatollah. Il avait beaucoup d'expérience politique en tant que titulaire du poste de président, en grande partie honorifique, et il portait en outre quelques cicatrices de blessures reçues lors d'une tentative d'assassinat.

Après les élections au quatrième Majlis, certains commentateurs ont prédit que les forces conservatrices et nationalistes alignées sur le guide spirituel Ali Khamenei, ainsi que les alliés de celui-ci au Majlis et au conseil des gardiens, allaient de nouveau affronter ceux qui sont alignés sur le président Ali Akbar Hachmi Rafsandjani.

Dans le débat sur la direction, le point principal concernant le grand ayatoallah Khui était le fait qu'il n'avait jamais souscrit au principe de l'autorité du juriste. A son avis, le clergé n'avait pas le droit de monopoliser l'appareil gouvernemental et ne pouvait qu'y participer. Avec le décès de cette sommité religieuse, les rangs de la haute direction «grands ayatollahs » dans le milieu islamique chiite s'amenuisaient. Seuls quelques-uns de ses contemporains lui survivaient, surtout en Iran. Et pour comble de malheur, Abdul A'la Sabevari, personnalité souvent mentionnée parmi ses successeurs réels ou éventuels, est mort à l'âge de 86 ans à Nadjaf, en août 1993.

Après le décès du grand ayatollah Khui, il y a eu petit à petit un consensus, en Iran et en Irak, sur le fait que le grand ayatollah Mohammed Reza Golpaygani, de Qom, qui était alors âgé de 96 ans et que l'on disait déjà de santé délicate, était maintenant le Marja' manifestement prééminent dans le milieu islamique chiite. Sa position a été renforcée par la reconnaissance officielle que lui a assurée la Fondation Khoi. Les religieux du régime ne se sont guère opposés à la reconnaissance de son statut prééminent. Soixante-dix ans plus tôt, Golpaygani avait été l'un des fondateurs très prestigieux du système des séminaires de Qom, comme centre principal des connaissances et de la formations religieuses en Iran.

Le 6 décembre 1993, le grand ayatollah Golpaygani, dont l'état de santé était critique, a été transporté d'urgence à l'hôpital à Téhéran, où il est mort trois jours plus tard. Son décès a ravivé la question de la direction chez les religieux. En effet, qui sont les principaux prétendants à cette direction? Dans la République islamique, par définition, cette question a une importance politique cruciale. C'est à peine un secret que certains partisans loyaux du régime, tel l'ayatoallah Mohammad Yadzi, chef de secteur judiciaire, souhaite que le Guide spirituel Ali Khamenei soit fait grand ayatollah et reconnu comme Marja. Cependant, de nombreux autres partisans, dont certains fervents adeptes de la révolution, n'acceptent pas Ali Khamenei comme chef religieux principal et font une nette distinction entre son statut religieux et son statut politique. Khamenei peut être le chef de l'état, mais non celui de la hiérarchie religieuse .

En octobre 1992, à la suite de sa visite de février au Cercle d'études religieuses de Qom, le guide spirituel Ali Khamenei aurait adressé aux professeurs et dignitaires de cette institution une lettre dans laquelle il demandait l'introduction d'importantes réformes et mettait en garde contre les voix qui prônaient le maintien d'une certaine distance entre le Cercle et le gouvernement islamique. En mars 1993, le secrétaire du Grand Conseil du Cercle du Qom l'ayatollah Nasser Makarem Shiraze, a communiqué au Guide spirituel les plans et les décisions du Conseil concernant la mise en oeuvre de ses recommandations de réforme de l'année précédente.

Si le régime islamique iranien décidait, au cours des prochaines années, d'utiliser l'autorité absolue de son Guide spirituel pour adopter une loi obligeant tous les citoyens de l'état à verser leur cotisation religieuse au Guide spirituel (par le biais d'une fondation établie à cette fin) en sa qualité de représentant de l'imam caché « le mahdi » plutôt qu'au Marja de leur choix, l'institution religieuse pourrait-elle survivre économiquement en tant que structure sociale indépendante? Pourrait-elle conserver le pouvoir de critiquer les politiques du gouvernement et continuer d'intervenir stratégiquement dans les affaires publiques lorsqu'elle croit que l'intérêt public est menacé, comme elle l'a fait par le passé.

Il est important de noter que la radicalisation islamiste des communautés chiites en dehors de l'Iran a précédé la révolution islamique en Iran. La vague de fond islamiste a parcouru l'ensemble des communautés chiites du monde à partir de Nadjaf et Kerbala, des les années cinquante, sur des bases et avec des cadres locaux et non à la suite de la révolution iranienne, qui n'a fait que cristalliser et incarner ce mouvement.

L'écrasement des forces militaires irakiennes et la reconnaissance par l'Irak des accords signés avec l'Iran en 1975 en Algérie, lui ont ouvert la porte vers un rôle dynamique dans la région du Golfe, tant sur le plan économique que sur le plan de la sécurité.

La politique extérieure de l'Iran durant les années 1990.

La politique extérieure de l'Iran désormais plus fondée sur des considérations géopolitiques que sur des choix idéologiques tranchés, comme du vivant de Khomeiny. Le système international venait de subir des changements qui ouvraient de nouvelles perspectives à l'Iran tout en relevant chez les dirigeants islamiques une volonté réelle de retour au pragmatisme.

La République islamique, par rapport à la guerre du Koweït, choisit la seule conduite possible pour elle : une politique d'attentisme qui lui sera doublement bénéfique. En effet, elle sera appréciée des pays coalisés qui salueront la neutralité et le nouveau pragmatisme des dirigeants islamiques et de plus la défaite de l'Irak dans la deuxième guerre du Golfe, à laquelle l'Iran contribuera en choisissant cette politique, aura pour conséquence un rééquilibrage des rapports de force régionaux en faveur de Téhéran. Ainsi, sans aucune implication directe dans le conflit, l'Iran sort de cet événement, au moment même où l'URSS s'effondre, conforté militairement et entouré d'une aura de respectabilité annonçant de nouvelles perspectives à sa diplomatie, qui acquiert ainsi ses lettres de noblesse et semble à même de réaliser son ambition première, à savoir mettre un terme à l'isolement du pays.

Dans les premiers mois qui suivirent la fin de la deuxième guerre du golfe persique, la volonté de renouveau diplomatique de Téhéran semble se confirmer, cela d'autant plus que les derniers otages occidentaux, détenus au Liban, sont libérés en novembre 1991. A l'époque tout le monde s'accorde pour voir en Rafsandjani, président de la République islamique, un « modéré » qui désire conduire le pays sur la voie de l'ouverture, de la libéralisation économique, sociale et peut-être même politique.

Dans la zone du golfe persique, l'Iran vise à retrouver une place prépondérante dans les affaires régionales, place qu'il a perdue à la suite de la révolution islamique et de la guerre contre l'Irak. Cet objectif devait être atteint par la mise en place d'un mécanisme de sécurité collective, ce qui suppose une normalisation progressive de ses relations avec les états arabes et une réduction de l'influence des puissances occidentales, en particulier celle des Etats-Unis dans la région. D'abord, parce qu'il apparaît de plus en plus illusoire que des pays comme le Koweït et l'Arabie saoudite préfèrent des arrangements de sécurité avec l'Iran aux garanties américaines.

Ensuite, parce que, dès avril 1992, s'amorce un conflit avec les Emirats arabes unis (EAU) à propos des îlots stratégiques du détroit d'Hormuz, plus spécifiquement Abou Moussa: plus de vingt ans après la reprise de ces îles par l'Iran, un moment de la retrait britannique en 1971, les EAU mettent en cause la souveraineté iranienne et ravivent un conflit territorial ancien.

Même la Syrie, seul allié de la République islamique dans le monde arabe, se range du côté des états membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Enfin, les relations de Téhéran avec l'Arabie saoudite, d'une part, puissance wahhabite et anti-chiite par définition, n'ayant jamais eu des relations normales avec l'Iran islamique et, d'autre part, Bahreïn, pays ayant une population chiite majoritaire mais gouverné par les sunnites et sujet à contestations et troubles, souvent d'origine chiite, ne s'améliorent guère.

L'activisme diplomatique tous azimuts de la République islamique n'exclut néanmoins pas des choix, des priorités. L'Iran s'intéresse en premier lieu à ses voisins immédiats : le Turkménistan, l'Arménie et surtout l'Azerbaïdjan.

A l'égard de cette dernière République, la sensibilité iranienne est plus grande. Malgré la prééminence actuelle des courants politiques turcophiles dans ce pays, l'Iran, pour des raisons historiques, religieuses et surtout ethniques, porte une attention particulière à cet état dont même le nom a été emprunté à la grande province du nord-ouest du pays.

Cette politique fut accueillie de manière très favorable du côté azerbaïdjan et le premier voyage officiel à l'étranger du président Ayaz Moutalibov fut réservé à l'Iran. Mais le 6 mars 1992, le président Moutalibov est acculé à la démission. Avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement nationaliste, très turcophile et affichant une idéologie irrédentiste par rapport à l'Azerbaïdjan

du « sud », les relations entre les deux pays vont connaître un certain refroidissement sans que pour autant l'Iran se désintéresse des affaires azerbaïdjanaises. Mais par rapport au conflit du Haut-Karabakh, alors que Téhéran avait joué un rôle important de médiateur dans les négociations arméno-azérides jusqu'au printemps 1992, ce sont désormais la Russie et la CSCE qui vont prendre le relais. Par contre dans les domaines économiques, techniques, culturels ainsi que les communications, la coopération entre les deux pays se développe.

Un autre pays du « nord » avec lequel les perspectives économiques paraissent très prometteuses est le Turkménistan qui partage une longue frontière d'environ mille kilomètres avec l'Iran. Grand producteur de gaz, le Turkménistan a besoin de passer par le territoire iranien pour acheminer une partie de sa production vers les marchés européens. Des accords ont été conclus entre les deux pays voisins pour la construction d'un gazoduc, mais le financement international de ce projet rencontre pour le moment des « entraves politiques » insurmontables, inspirées par les Etats-Unis. Dans le cas du Turkménistan aussi bien que dans celui de l'Azerbaïdjan, et plus largement dans l'ensemble du Caucase et de l'Asie centrale, la politique iranienne se heurte à un obstacle de taille : l'opposition de Washington.

En partiquant une politique étrangère considérée, à tort ou à raison, comme subversive par un certain nombre de ses voisins, en tenant un discours systématiquement anti-occidental et surtout anti-américain, en s'impliquant dans une politique d'expansionnisme idéologique aux quatre coins du monde, l'Iran s'est construit l'image d'un état extrémiste, ce qui évidemment a contribué à son isolement sur la scène internationale. La condition d'état paria ainsi acquise a eu un coût exorbitant pour le pays en hypothéquant son développement, en empêchant une utilisation adéquate de ses ressources. Par ailleurs, le soutien actif aux mouvements islamistes à travers le monde a nécessité des investissements exorbitants qui ont imposé des sacrifices inutiles à sa population.

Dans ces conditions, les tentatives de semi-ouvertures, la politique (d'un pas en avant, d'un pas en arrière) dont les « pragmatiques » actuellement au pouvoir en Iran, ont fait une de leurs spécialités, n'aboutiront sans doute pas à de grandes réalisations. Cette diplomatie, captive d'un dogmatisme idéologique et au service d'une cause qui n'est pas nécessairement celle de la nation, en sacrifiant la raison de l'état à la raison du régime, contribue plus à réduire les possibilités d'action du pays qu'à les augmenter, à renforcer la crise de l'état qu'à aider celui-ci à en sortir. Une politique extérieure essentiellement islamiste et accessoirement iranienne est contraire à la vocation naturelle de l'Iran.

Conclusion

L'Iran jouit d'une position proprement exceptionnelle. En effet, ce pays occupe une position charnière entre les mondes arabe, turc, russe, indien, l'Asie centrale et le Caucase, tout en ayant environ sept mille kilomètres de frontière terrestre et maritime avec une quinzaine d'états. De plus, l'Iran fait la jonction entre deux zones où sont situés les plus importants gisements d'hydrocarbure et de gaz du monde, à savoir les bassins de la mer Caspienne et du golfe persique, golfe dont il contrôle l'entrée par le détroit d'Ormuz. Du point de vue pétrolier, bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, l'Iran reste un des plus importants producteurs du monde en la matière. En ce qui concerne le gaz, le pays possède la deuxième réserve prouvée du monde. Enfin, sur le plan culturel et historique, ce pays jouit sans doute de la plus vieille tradition étatique de la région, une culture forte qui intègre à la fois l'islam chiite populaire, les traditions

préislamiques du zoroastrisme, une langue, le persan, qui ne s'identifie pas à une ethnie, mais bien plus à son rôle international et à sa littérature. Après avoir été la lingua franca des commerçants jusqu'en Chine et la langue de culture en Inde, même chez les non-musulmans, jusqu'au début de ce siècle, le persan reste toujours parlé en dehors des frontières de l'Iran, en Afghanistan, au Tadjikistan, mais aussi dans les bazars de Dubaï, de Boukhara ou de Samarcande, à Bahreïn, ou dans les sanctuaires chiites irakiens de Nejaf et Kerbala.

Pour mettre à profit ses avantages, l'Iran n'a véritablement pas d'autre choix, au niveau régional, que celui d'une politique d'amitié et de coopération avec ses voisins basée sur le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures et, au niveau global, d'autres alternatives que l'intégration à la communauté internationale et le développement d'une coopération sincère avec les pays occidentaux qui sont ses partenaires les plus importants. Or que constatons-nous depuis l'avènement de la République islamique sinon une contestation de la légitimité des systèmes politiques en place dans la plupart des pays voisins, de manière officielle au début de la révolution et à l'heure actuelle de manière plus discrète; une contradiction fondamentale dans ses rapports avec les pays occidentaux et le Japon, dont il ne peut se passer de l'apport économique, technologique et même culturel, et un discours anti-occidental d'une véhémence rarement égalée.

Dans un monde interdépendant où échange et ouverture sont les deux composantes de toute croissance et pour un pays comme l'Iran, dont l'avenir dépend en grande partie d'une utilisation systématique des potentialités que lui offre son environnement, sa diplomatie a réussi le tour de force de créer un quasi-consensus international contre lui. Si un certain nombre de pays, essentiellement dans le cadre strict des relations bilatérales et commerciales, maintiennent des relations normales avec la République islamique, la plupart font barrage aux initiatives de Téhéran lorsqu'il s'agit de contrer les percées iraniennes, même les plus « positives » comme sa médiation dans le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

On peut évoquer trois facteurs qui avantagent l'Iran sur le plan international : la position géographique du pays, ses ressources énergétiques et son héritage historique et culturel.

Bibliographie

1-L'islamisme	François Burgat
2-L'échec de l'islam politique	Olivier Roy
3-Le Royaume d'Arabe séduite face à l'islam révolutionnaire	Armand Colin
4-L'Islam shiite et l'état.	M R Djalili
5-L'islam et modernité politique	Olivier Roy
6-L'Algérie par ses islamistes	François Fregosi
7-L'Islam dans le monde	Balta (P)

Annexe-1

L'Iran en chiffres

L'année iranienne va du 21 mars au 20 mars

Surface : 1648 000 Km²

Population : 66 millions h

Taux d'accroissement annuel moyen de la population (1980-1992) : 3,5%

PNB (1994-1995) : 60 Mds USD

PNB par habitant (1994-1995) : 909 USD

Taux d'inflation 1995-1996 (estimation) 70%

Dettes extérieures (1995) : 36 Mds USD

Service de la dette (1995-1996) : 4,4 Mds USD

Les objectifs du deuxième plan (1995-2000)

Croissance de la liquidité : 12,5%

Croissance des prix : 12,4% par an

Importations totales au cours du plan : 91 Mds USD

Exportations totales au cours du plan : 100 Mds USD